

Rapport du panel III « Quelle laïcité pour un Mali stable et réconcilié avec ses valeurs socio-culturelles ? »

Le vendredi 19 février 2021, à l'hôtel Salam de Bamako, s'est déroulé le troisième panel de l'Autre Forum sous la modération du Général de brigade Kani Diabaté, membre du VIP-Africa. Ce dernier panel de l'AUTRE FORUM DE BAMAKO organisé par la Fondation Forum de Bamako a enregistré trois communications portant sur trois sous-thèmes.

La première communication était intitulée « **La laïcité face aux enjeux de protection des valeurs socio-culturelles dans les familles, la cité, les médias et l'espace public: Etat des lieux et pistes de solutions** ». Elle a été co-présentée par l'historienne et l'ancienne députée Pr. Bintou SANANKOUA et l'anthropologue Dr. Hamidou MAGASSA.

Ces deux imminents panelistes ont mis l'accent sur le rôle de la famille, de la cité, des médias et de l'espace public dans la société malienne. Il ressort de leur présentation que dans la famille, socle incontournable de la société malienne, siège la reproduction valorisée par le mariage hétérosexuel, la glorification du nom d'honneur, la polygamie et la monogamie.

L'ex-députée de Mopti Pr. Bintou SANANKOUA et Dr. Hamidou MAGASSA, chercheur postdoctoral de l'Université d'Indiana estiment que les familles connaissent des fortes mutations contemporaines où le « faso » (maison du père, patrie) est mis à rude épreuve avec un accroissement de l'individualisme et l'exclusivisme résultant en divorces, séparation, rupture. Selon eux, il y existe le « badenya (fraternité) et « fadenya » (rivalité).

En ce qui concerne les espaces publics qu'ils perçoivent comme un prolongement naturel du domicile, ils ont fait état d'une mixité et un chevauchement des domaines fonciers ruraux et urbain. Résultat : l'absence de frontière et stricte délimitation physique.

Pour les enjeux, ils ont égrené une tendance à la mobilité et à l'éclatement des familles pour des raisons économiques, la fragilisation du tissu social, l'effilochement des liens de mariage, la banalisation du divorce, la démission des parents dans l'éducation. S'y ajoutent l'effritement de la solidarité communautaire et la perte des valeurs fondatrices de l'autorité parentale.

Les deux intervenants ont dégagé des pistes de solutions. Il s'agit de :

- un retour à la valorisation critique de chaque segment des autorités coutumières,

- la refondation de la pyramide des valeurs socioculturelles et les modèles de gestion citoyenne,
- l'engagement d'une introspection individuelle et collective face à la crise politique et institutionnelle
- Engager la responsabilité collective et individuelle de chaque famille à situer dans sa contribution attendue pour se sauver ou périr ensemble
- La mobilisation de toutes les ressources spirituelles et matérielles pour parvenir à la sécurité indispensable à la stabilisation de l'Etat et de toute activité humaine
- Que chacun et tous assument l'indispensable triple introspection confessionnelle de ses propres fautes et erreurs ; demander pardon et s'engager à ne pas recommencer les mêmes travers

La deuxième communication présentée par le chercheur et l'analyste Boubacar BA portait sur « **Faut-il négocier avec les acteurs non armés au Mali, Approche pour une offre de dialogue, de médiation et d'une stratégie d'intervention** ». Ce Directeur du Centre d'Analyse sur la Gouvernance et la Sécurité au Sahel a fait « une analyse empirique » de la situation sécuritaire dans le Centre du Mali sur la base de ses travaux de recherche ainsi que d'études et recherches menées par des personnalités de qualité maliennes et externes.

Ce chercheur réputé a révélé des données faisant le point des groupes et acteurs de la crise au Centre du pays. Selon lui, il y a une dizaine de groupes armés non-étatiques au Centre. Lesquels sont le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) organisé autour de plusieurs entités, Ansar Dine, la Katiba de Macina, Ansaro islam, l'Etat Islamique dans le Grand Sahara (EIGS), l'Alliance pour le Salut du Sahel, la Coordination des Mouvements armés peuhls du Centre du Mali, l'Alliance nationale pour Sauvegarde de l'Identité peuhle, la Défense et la Sauvegarde de la Justice, le Mouvement pour la Défense de la Patrie, le Ganda Izo et le groupe autodéfense Imrad et alliés, entre autres.

Cet analyste estime qu'il y a aussi d'autres milices locales communautaires non identifiées. Pour ce qui est des acteurs institutionnels, il a cité le Haut représentant du président de la République, le Cadre de gestion politique du Centre, des ministères sectoriels comme les départements de la Réconciliation nationale, de la Sécurité, de l'Administration territoriale, des Affaires religieuses et des cultes. En plus des acteurs intermédiaires (ONG), il a fait mention des acteurs émergents (Tabital Pulaaku, Ginna Dogon, Irganda, le COREN, l'Union des jeunes peuhls et dogons), des structures nationales de représentation et des organisations communautaires à la base. Il y a également la communauté internationale : la

MINUSMA, la force Barkhane, l'EUTM, l'ECAP-Sahel, le G5-Sahel, la MISAHHEL, les PTF et les Ambassades.

Pour Boubacar BA, trois conflits coexistent dans le Centre du Mali qui est « une région aquatique » non définie géographiquement. Il s'agit : des conflits persistants, des conflits récurrents et des conflits globaux. Ces conflits ont eu comme conséquence de nombreuses tueries dans les cercles de Douanza, Djenné, Bankass et Bandiagara, entre autres. « *Nous sommes dans une guerre continue* » a déclaré Boubacar BA ajoutant que Iyad Ag Ghaly et Amadou Koufa détiennent respectivement le trac politique et celui communautaire et social.

Il a fait les recommandations suivantes :

- ✓ Evaluer les missions du Haut représentant du président de la république pour les régions du Centre
- ✓ Ne pas minimiser la communauté internationale mais de limiter son rôle à la gestion sécuritaire
- ✓ Engager un débat doctrinal comme l'a fait la Mauritanie
- ✓ Définir une stratégie nationale de gestion de la crise du Centre
- ✓ Demander aux ONG d'arrêter des activités multiples
- ✓ Définir une architecture pour prendre en compte et mettre en œuvre les recommandations

Parallèlement à la crise, le Directeur du Centre d'Analyse sur la Gouvernance et la Sécurité au Sahel indique qu'il y a les prémices d'une guerre climatique.

La troisième communication « **Quelles pistes possibles pour des négociations avec les groupes djihadistes, qui préservent la laïcité dans le contexte malien ?** » Elle a été présentée et développée par Dr Mamadou DIAMOUTANI, Secrétaire général du Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM).

Ce religieux qui préfère utiliser l'expression « groupes armés islamiques » au lieu de « groupes jihadistes » place les conflits au Mali dans un contexte de guerres civilisationnelles, du choc civilisationnel et d'un monde de contradictions avec des exemples algériens et brésiliens.

Selon lui, seul l'Etat malien a la responsabilité d'impliquer les autres acteurs dont les pays voisins qui ont pu trouver des solutions. Il propose que « nous ayons notre propre conception de la laïcité » et non des modèles importés. Il recommande :

- de discuter la question de l'école malienne. « L'école coranique n'est pas aujourd'hui considérée comme une structure éducative au Mali », a déploré Mamadou DIAMOUTANI

- de revoir les structures coraniques pour encadrer les élèves en y introduisant une dose de formation pas forcément coranique
- Que l'Etat malien soit à l'équidistance des différentes religions, tient compte de la laïcité, évite d'être le courant de transmission de certaines cultures,
- de promouvoir la Justice pour tous,
- d'instaurer un dialogue des cultures.

La modératrice Général Kani DIABATE, experte et consultante en genre dans le maintien de la paix, a appuyé l'analyse des panelistes en affirmant que les armes circulent partout au Mali. Selon elle, « il y a des gens au Centre et au Nord qui achètent des armes non pas pour tuer mais pour qu'ils soient pris en compte au moment des négociations ». Elle reconnaît que certains acteurs ne veulent que la crise prenne fin et appelle à une forte implication de la population de la base notamment les femmes.

Au cours des riches et fructueuses discussions, près d'une dizaine de participants ont pris la parole. Certains d'entre eux ont estimé que « la relation entre la religion et la politique est vitale pour le Mali ». Des propositions ont été faites lors des échanges :

- définir un statut pour les religieux et leur confier l'aspect civil de la Justice
- organiser un débat sur la laïcité afin définir un concept malien et non celui de la France, qui ne peut pas être appliqué au Mali
- négocier avec les Maliens (Iyad Ag Ghaly et Amadou Koufa notamment) pour éviter d'autres victimes
- utiliser les vieilles méthodes de résolution des conflits et de donner l'opportunité aux revenants d'intégrer l'Armée.